



## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

### 7<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE

Jacques **CHOMBART DE LAUWE** dit Félix

INDÉPENDANT INSCRIT AU FRONT NATIONAL POPULAIRE

### **ELECTRICES, ELECTEURS,**

Ayant été parlementaire pendant près de sept ans, j'ai pu mesurer dans des Assemblées où le Parlement avait théoriquement encore un rôle à jouer, la vanité de cette fonction. Je suis donc peu préoccupé d'être élu ou de ne pas l'être.

Si je me présente, c'est pour que les électeurs et les électrices puissent exprimer leurs suffrages en faveur d'un programme que ne traduisent aucune des candidatures déposées.

Je suis contre un progressisme dit chrétien qui, de concession en concession, conduit, peu à peu, à un socialisme avoué quand ce n'est pas un néo-marxisme, condamné, d'ailleurs, par l'Eglise.

Je suis contre l'anarchie de la IV<sup>e</sup> République : j'ai voté la constitution de 1958. Mais je suis contre l'attitude inconditionnelle, donc irrationnelle, dont la conclusion logique est la suppression pure et simple du Parlement puisque, dans ce système, le député n'est plus qu'un pion, qu'un robot, par conséquent un inutile.

L'attitude inconditionnelle, d'autre part, conduit à un abaissement du citoyen, à une capitulation de la personne humaine, à un abandon de ses responsabilités politiques et à un reniement de sa propre conscience. Par cette méthode les peuples peuvent se trouver entraînés aux pires errements.

Enfin, je ne peux souscrire à la candidature d'un homme, en l'occurrence M. Le Douarec, qui, après bien des fluctuations dans ses convictions, a refusé de prendre quelque engagement que ce soit sur un programme national minimum que nous lui avons soumis.

Telles sont les raisons qui m'amènent à solliciter vos suffrages.

## **PROGRAMME**

- *Politique intérieure* : Défense des principes d'une démocratie libre et respect de la constitution de 1958 adoptée par le peuple français.
- *Politique extérieure* : Tendre à la réalisation des Etats-Unis d'Europe groupant quelque 160 millions d'individus, seul moyen efficace de s'opposer à la menace que fait peser sur l'Occident la Russie soviétique.
- *Algérie* : Mesurer l'aide financière inclus dans les accords d'Evian au respect que portera aux autres stipulations le gouvernement algérien (nous n'allons pas donner 300 milliards à Ben Bella pour le voir se jeter dans les bras de Fidel Castro, profaner et confisquer la cathédrale d'Alger et installer une démocratie populaire, alliée aux communistes, aux portes de la France).  
Pour ces raisons repousser tout accord secret ayant pour objet l'abandon ou la neutralisation anticipée des bases navales, terrestres ou aériennes du Sahara ou de l'Algérie.
- *Politique économique* : Travailler à une politique d'expansion économique dans un cadre de régionalisme étendu visant à une décentralisation administrative effective.  
Harmoniser une politique sociale de distribution du revenu de la nation en tenant compte :
  - a) des efforts éducatifs nécessaires à la jeunesse ;



- b) de la reconnaissance et du soutien à apporter à l'ensemble des vieux travailleurs ;
- c) de la nécessité du développement d'une politique des salaires basée sur l'expansion économique et la stabilité de la monnaie.

Encourager les libres entreprises et les initiatives individuelles qui doivent demeurer, dans une démocratie libre, le ferment des activités économiques et commerciales. Pour cela, assouplir une législation qui bride le petit artisan et réviser une fiscalité qui écrase le petit commerce, activités aussi indispensables l'une que l'autre à la vie de nos campagnes comme de nos villes.

Sur le plan régional, dans notre zone dite « d'action rurale », développer les petites industries existantes, en créer de nouvelles et, en Basse-Loire, implanter un complexe sidérurgique, indispensable à l'équilibre économique de l'Ouest, points de vue que nous avons largement développés dans des articles parus dans « *La Presqu'île Guérandaise* » il y a déjà un an.

- *Politique financière* : Viser dans l'immédiat, à la suppression de toutes les dépenses inconsidérées et somptuaires, mesure qui permettrait à elle seule d'envisager la compression de l'impôt.
- *Défense nationale* : Nous sommes pour une force de frappe dans le cadre des Etats-Unis d'Europe, mais contre une force de frappe nationale parce que la charge qu'elle impose écraserait la nation sans lui donner une arme efficace pour se défendre.
- *Agriculture* : Relèvement de la condition de vie de l'agriculteur. Remembrement et regroupement des terres. Prêts spéciaux aux agriculteurs ayant fait leurs preuves (mesures déjà prises dans certains pays).

Abattement de 20 % sur les emprunts à moyen terme effectués auprès du Crédit Agricole (prêts d'équipement). Aide financière massive aux agriculteurs âgés qui se retirent pour qu'ils puissent jouir d'une retraite substantielle qui leur permettra, sans craindre la misère, de prendre leur retraite et de laisser aux nouvelles générations des terres libres. Effort en faveur de la jeunesse rurale pour permettre aux jeunes qui ne pourraient rester dans la culture de s'orienter vers des professions lucratives pour lesquelles le pays manque de bras faute de formation des jeunes alors que la profession agricole est trop encombrée. Ce qui suppose l'implantation, dans les campagnes, de collèges techniques.

Les ressources nécessaires à la réalisation de ce programme sont faciles à dégager : plutôt que de dépenser 500 milliards pour l'usine de Pierrelatte pour fabriquer la bombe H et de dépenser des milliers de milliards pour une force de frappe, absolument inefficace dans le cadre national, mieux vaut préparer le pays à entrer, dans des conditions valables, dans le Marché commun.

- *Conclusion* : Promouvoir une politique de resserrement de tous les Etats de l'Europe occidentale avec les étapes qui devront conduire, selon la réponse des peuples intéressés eux-mêmes, par le moyen du suffrage universel, soit à une Europe fédérée, soit à une Europe intégrée ayant, à frais communs, les moyens de défense propre en armes classiques et atomiques.

Aider à promouvoir une politique nationale dont l'orientation la plus immédiate tendra à une adaptation humaine, financière et professionnelle de nos compatriotes d'Algérie, musulmans pro-français compris.

**CHOMBART DE LAUWE dit Félix**

Michel VIVIER